**Le 29 avril 2020**

**Déconfinement : où sont les femmes ? Vie Féminine réagit**

Depuis le début du confinement, Vie Féminine n’a cessé d’alerter sur le risque d’exacerbation des inégalités sociales et des violences à l’égard des femmes. Au fur et à mesure de la crise, jour après jour, ces inquiétudes se sont malheureusement confirmées. [À plusieurs reprises, et avec d’autres associations, nous avons exigé des mesures d’urgence pour garantir les droits des femmes](https://www.axellemag.be/lettre-ouverte-associations-sophie-wilmes/) dans tous les domaines. Aujourd’hui, nous faisons le constat que la gestion politique du confinement ne prend pas spécifiquement en compte les femmes, les précaires, les vulnérables, les racisées, les pauvres, les discriminées, etc.

Dès lors, nos craintes sont grandes de voir le déconfinement à l’image du confinement, c'est-à-dire qu’il réponde plus à des intérêts économiques que sociaux, à la défense d’un modèle libéral plutôt qu’à la défense de nos vies.

**Un déconfinement à l’image du confinement**

Et effectivement. Les commerces ouvrent avant que nous ne puissions revoir nos proches, alors même que les infectiologues se sont prononcés pour un rapprochement du [*« tissu social et familial avant de croiser des inconnus qui ne porteront peut-être pas de masque et seront à moins d’un mètre».*](https://www.rtbf.be/info/societe/detail_christelle-meuris-infectiologue-tout-rouvrir-sans-aucune-forme-de-procedure-c-est-dangereux?id=10490718&fbclid=IwAR2tKAUdVxsz7gdtrcHa45JqCT9GXu2t8Q01BlfvtScAhuF0X_1JYzpGPBo)

Les modalités de reprise sont détaillées pour le B2B (activités commerciales réalisées entre entreprises) et le B2C (activités commerciales réalisées entre les entreprises et les consommateurs/trices), mais aucun mot n’a été prononcé sur un secteur à la fois énorme et indispensable de notre société, qui lui aussi n’a cessé de se mobiliser pendant la crise : le secteur non marchand (qui dépasse de loin l’essentiel secteur des soins de santé).

Ce secteur, qui n’a pas été mentionné une seule fois durant la conférence de presse du Conseil national de sécurité], n’est pourtant pas à l’arrêt. Au quotidien, il éponge et panse les drames sociaux et les violences causés par notre société libérale. C’est un travail urgent qui a été assuré durant le confinement, comme il le peut, en permettant la pérennité du lien social – un semblant de sécurité et un appui aux solidarités. Cela n’est pas nouveau, mais cela s’est intensifié avec la crise du Covid-19, notre travail demeure encore malheureusement trop nécessaire car il pallie les manquements des politiques publiques.

De toute évidence, il s’agit d’un déconfinement économique et non d’un déconfinement qui répond aux urgences sociales. Un déconfinement social, ce serait déconfiner d’abord les femmes et les enfants violenté·e·s, les familles qui ne savent plus comment elles vont se nourrir la semaine prochaine, et les services qui les soutiennent. Un déconfinement social, ce serait déconfiner d’abord ce qui permet de réaliser ses droits fondamentaux : socioéconomiques, sécurité, justice, logement…

Mais nulle surprise, l’économie n’a jamais répondu à ces urgences sociales. La seule reprise de l’économie n’y répondra pas non plus après le confinement. Peut-on s’en remettre à l’économie pour assurer la sécurité des travailleuses et travailleurs ? Nombreuses sont ainsi les travailleuses (par exemple : salariées et intérimaires de l’alimentation, aides-ménagères en titres-services…) à avoir dû poursuivre le travail pendant le confinement sans protection adéquate. Elles sont également nombreuses à avoir été rappelées et incitées par leur employeur à reprendre le travail, bien souvent laissées seules face au poids du risque sanitaire, pour elles comme pour leurs familles.

Au cours du confinement, des mesures avaient été prises afin de soulager au moins un tant soit peu la pression de la précarité qui en a découlé (aides au logement public, assouplissement des exigences en matière de contrôle du chômage, ouverture de nouvelles places d’hébergement pour les femmes victimes de violences, **assouplissement dans l’accès à l’Aide Médicale Urgente…).** Même si elles ne couvrent par toutes les situations et leur complexité, ces mesures ne devraient pas être des mesures d’urgence, ce sont des mesures essentielles qui doivent être pérennisées. La longue période qui s’ouvre à partir du déconfinement sera, sans aucun doute, troublée: impossibilité de (re)trouver un emploi, horaires de travail réduits, difficultés à payer un loyer et les factures…

**Travail gratuit des femmes**

La gestion sanitaire du déconfinement repose, parfois officiellement et à grande échelle, sur le travail gratuit des femmes. Dans la cacophonie ambiante concernant la fourniture de masques à la population, plusieurs communes ont déjà fait appel à des bénévoles – une majorité de femmes – pour coudre ces protections élémentaires, en étant les seules intervenantes de la chaîne à ne pas être payées. Des bénévoles qui n’ont d’ailleurs pas attendu pour fournir les homes, les cliniques, les infirmier·ère·s, les médecins de leur quartier bien avant que les pouvoirs publics ne soient en mesure de le faire.

Combien d’heures de travail gratuit encore pour garder les enfants qui ne reprendront pas le chemin de l’école, ou pas à temps plein ? Tandis qu’aucune solution structurelle ne vient répondre à cette difficulté. Nous attendons toujours des **solutions permettant une réelle conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle durant le confinement et jusqu’à la reprise de l’école pour tou·te·s.** Cela peut se faire (mais pas uniquement, les besoins étant multiples) par l’introduction d’un congé parental qui concerne l’ensemble des parents sans discrimination et qui soit suffisamment rémunéré pour constituer une réelle alternative pour les familles.

Les femmes ne risquent-elles pas de mettre leur emploi en péril, et donc leur autonomie économique, pour répondre à ces urgences ? Nous savons que dans la majorité des couples hétérosexuels, quand il s’agit de choisir entre le salaire de la femme ou le salaire de l’homme, c’est généralement ce dernier qui est sauvé car il est souvent plus élevé ou que son statut est moins précaire. Et que dire alors de ces nombreuses familles pour qui le choix ne se pose pas car il n’y a même pas deux salaires entre lesquels choisir ?

**Pour une société de soins partagés !**

S’occuper des enfants, des personnes âgées, se soucier de la santé, tant physique que mentale, des gens en général, répondre aux besoins ou aux souffrances de chacun·e (accident, deuil, précarité, etc.), maintenir un cadre de vie acceptable pour tou·te·s (ramassage des déchets, entretien des lieux de vie collectifs, etc.), bref prendre soin des autres est une activité fondamentale de toute société. Un travail encore très largement assuré par les femmes, mais aussi par les classes populaires, les personnes racisées, étrangères, sans papiers, dans la sphère professionnelle ou privée ou dans l’ombre. Et toujours à moindre coût. Un travail projeté au-devant de la scène durant cette pandémie. Et pourtant, même en plein milieu d’une crise sanitaire, d’un défi de santé publique à l’échelle du monde, ce travail reste suspendu aux lèvres d’une économie vorace et impatiente. Ce travail est laissé aux stratégies de survie et de solidarité très mal partagées.

À Vie Féminine, nous voulons une prise en compte du social et de la vulnérabilité, dans ce déconfinement et après. Nous voulons une société de soins partagés, maintenant et après. Une société dans laquelle l’économie s’articule autour de la vulnérabilité intrinsèque à toute vie humaine, au lieu de créer et renforcer ces vulnérabilités pour mieux s’en nourrir.

Dans une société égalitaire, solidaire et juste, les soins aux autres sont une responsabilité non seulement collective, mais aussi la première des responsabilités.